



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 03/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIDL

LIDL Direction Régionale Gondreville (DR 17)
5 rue de l'Europe
ZIA de Gondreville-Fontenoy
54840 FONTENOY SUR MOSELLE

Références : BV/2024_1093
Code AIOT : 0003013881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement LIDL implanté Zone Internationale d'Activités Gondreville-Fontenoy 54840 Fontenoy-sur-Moselle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL
- Zone Internationale d'Activités Gondreville-Fontenoy 54840 Fontenoy-sur-Moselle
- Code AIOT : 0003013881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

entrepôt de stockage de produits destinés à la grande distribution (électroménager, quincaillerie, sec, frais et surgelés)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri à la source	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2	Sans objet
2	Priorité des modes de traitement des déchets	Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1	Sans objet
3	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I	Sans objet
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de contrôle visant la protection incendie et la gestion des déchets, pour laquelle l'exploitant assure le rôle de regroupeur des déchets produits dans les magasins dont il assure l'approvisionnement, n'a pas mis en évidence de non-conformités particulières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tri à la source

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2
Thème(s) : Risques chroniques, Tri à la source
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois.
Constats : L'exploitant met en œuvre le tri à la source des déchets qu'il produit. En particulier les flux suivants sont triés : > papier / carton > plastique > bois > biodéchets L'exploitant met en œuvre par ailleurs le tri sélectif dans ses locaux sociaux et administratifs. Il est aussi concerné par le regroupement de matières visées par une filière REP (piles et D3E) et dispose à ce titre de zones de collectes où sont entreposés quelques contenants mis à disposition par les éco-organismes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Priorité des modes de traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des déchets
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit. Cet ordre de priorité peut également être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité

compétente les justifications nécessaires.

II.-Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre. (...)

Constats :

L'entrepôt ayant été mis en service en septembre 2023, l'exploitant ne dispose pas de bilan des déchets ayant transité sur son site, au titre d'un exercice annuel complet. Pour autant au titre des 5 premiers mois de l'année 2024 (janvier à mai), les volumes suivants de déchets concerné par le tri ont été collectés :

- biodéchets : 445 t, l'exutoire est un méthaniseur à Toul
- cartons : 56 t incinérés à Ludres (54)
2393 t recyclés via une plateforme à Ste Croix aux Mines (68)
- plastiques : 124 t qui font l'objet d'un recyclage à Sorcy (55)
- bois : 90 t (palettes non réparables, cagettes), l'exutoire est une plateforme de traitement à Ludres (broyage pour mise en oeuvre comme combustible)
- métaux : 20 t, l'exutoire est une plateforme de traitement à Champigneulle en vue d'un recyclage

L'exploitant a été concerné sur la même période par le transit des déchets suivants :

- D3E : 4 t, envoyés pour traitement à Custines
- déchets dangereux (batterie d'engins) : 7 t envoyés pour traitement à Custines
- DIB : 273 t qui font l'objet d'une incinération à Ludres
- biodéchets déclassés : 56 t qui font l'objet d'un enfouissement après collecte par le prestataire de traitement.

S'agissant des déchets enfouis, l'exploitant rappelle que ce mode de traitement ne concerne que les biodéchets déclassés, et qu'il s'agit d'une catégorie de déchets particulièrement complexe puisqu'elle appelle autant une adaptation des appareils des déconditionnements mis en œuvre par les prestataires de traitement que l'adaptation des contenants par les fournisseurs de denrées alimentaires.

Deux flux de matières spécifiques ont été transférés vers des exutoires situés hors de la région Grand Est ;

- des gels hydroalcooliques qui ont été envoyés en incinération à St Pierre du Perray (91) en fin d'année 2023 pour une opération ponctuelle d'élimination ;
- des cornières en carton/plastiques qui sont envoyés en recyclage à Lille (59) - 56 t y ont été envoyées de janvier à mai 2024.

Au regard du caractère respectivement ponctuel de l'action concernant les gels hydroalcooliques, dont la mise en vente par LIDL était liée à la crise COVID-19 et vertueux concernant le recyclage des cornières qui évite une valorisation en qualité de combustible solide de récupération, il n'est pas pertinent d'opposer à l'exploitant le principe de proximité pour ces deux flux de matières.

Ainsi il apparaît de l'analyse de ces flux que la prescription est respectée par l'exploitant, vis-à-vis du principe de proximité (sauf cas spécifiques, les exutoires sont situés en région Grand Est) et de la hiérarchie des modes de traitement (si l'installation est concernée par l'enfouissement pour 1,6% de ces déchets, il s'agit d'une catégorie particulière de déchets, qui souffre d'une adaptation de la technologie).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets Dangereux – Trackdéchets (TD)
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)
Constats : L'exploitant est concerné par la production de déchets dangereux en petite quantité. A ce titre il utilise Trackdéchets pour en assurer le suivi. L'exploitant a présenté les 11 BSDD émis via Trackdéchets depuis le début de l'année 2024, pour des déchets de piles ou de batteries relevant respectivement des codes déchets 20 01 33* et 16 06 01*. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – Registre chronologique
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 c) Origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (...)

Constats :

Si l'exploitant dispose de toutes les informations requises dans la prescription quant au suivi des déchets qu'il produit, en particulier via les contrats et les documents logistiques liées aux opérations d'enlèvement des matières, ces informations ne sont toutes présentes dans le registre de suivi des déchets qu'il a présenté lors de la visite, qui par ailleurs faisait référence à l'arrêté ministériel du 29/02/2012, aujourd'hui abrogé.

Il appartient à l'exploitant de mettre à jour son registre de sorte qu'il soit conforme en tout point à l'arrêté du 31/05/2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Constats :

L'exploitant a présenté son dernier état des stocks en date du 08/07/2024. Ce dernier comporte l'ensemble des informations attendues par la prescription. Cet état des stocks est produit de quotidiennement de manière automatique à partir de données logistiques. Il est accessible par internet via une application.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; [...]
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des éléments suivant qui constitue les moyens de lutte contre l'incendie dont il dispose : <ul style="list-style-type: none">• sprinkler, rapport de vérification du 07/06/2024 (à noter que l'installation ne répond pas à la norme APSAD mais NFPA)• RIA, rapport de vérification du 09/2/2024• extincteurs, rapport de vérification du 09/02/2024• poteaux incendie, rapport de maintenance du 28/06/2024 Le contenu de ces rapports n'appelle pas de remarques de l'inspection. S'agissant des poteaux incendie, les débits ont été mesurés lors de la visite de maintenance objet du rapport du 28/06/2024 : les 10 poteaux ont un débit supérieur ou égal à 60 m ³ /h en fonctionnement individuel. Une mesure simultanée du débit a été faite le 12/07/2024, laquelle transmise après la visite par l'exploitant fait état, de poteaux qui débitent à 60m ³ /h. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite